

REPUBLIQUE DU NIGER  
*Fraternité-Travail-Progrès*  
COUR CONSTITUTIONNELLE

**AVIS N° 22/CC DU 14 AOUT 2020**

Par lettre n° 0080/PM/SGG en date du 11 août 2020, enregistrée au greffe de la Cour le 12/08/2020 sous le n° 21/greffe/ordre, Monsieur le Premier ministre saisissait la Cour constitutionnelle pour avis, conformément à l'article 106 de la Constitution, selon la procédure d'urgence, sur le projet d'ordonnance autorisant la ratification de l'Accord de financement, composé d'un Crédit N°6747-NE d'un montant de cent-douze millions quatre cent mille Euros (112 400 000€) et d'une subvention n°D696-NE d'un montant équivalent à quatre vingt onze millions deux cent mille Droits de Tirage Spéciaux (91 200 000 DTS), signé le 07 août 2020 à Niamey, entre la République du Niger et l'Association Internationale de Développement (AID), pour le deuxième financement à l'appui des politiques de développement inclusif.

**LA COUR**

Vu la Constitution ;

Vu la loi organique n°2012-35 du 19 juin 2012 déterminant l'organisation, le fonctionnement de la Cour constitutionnelle et la procédure suivie devant elle ;

Vu la requête de Monsieur le Premier ministre ;

Vu l'ordonnance n° 24/PCC du 12 août 2020 de Monsieur le Président désignant un Conseiller-rapporteur ;

Vu les pièces du dossier ;

Après audition du Conseiller-rapporteur et en avoir délibéré conformément à la loi ;

Aux termes de l'article 106 de la Constitution, « *Le Gouvernement peut, pour l'exécution de son programme, demander à l'Assemblée nationale l'autorisation de prendre par ordonnance (s), pendant un délai limité, des mesures qui sont normalement du domaine de la loi.*

*Cette autorisation prend la forme d'une loi d'habilitation.*

*Les ordonnances sont prises en Conseil des ministres après avis de la Cour constitutionnelle. Elles entrent en vigueur dès leur publication mais deviennent caduques si le projet de loi de ratification n'est pas déposé devant l'Assemblée nationale avant la date fixée par la loi d'habilitation.*

*A l'expiration du délai mentionné au premier alinéa de cet article, les ordonnances ne peuvent plus être modifiées que par la loi dans leurs dispositions qui sont du domaine de la loi » ;*

La Cour constitutionnelle peut être saisie pour avis, selon la procédure d'urgence, par le Premier ministre conformément à l'article 31 de la loi organique n°2012-35 du 19 juin 2012 déterminant l'organisation, le fonctionnement de la Cour constitutionnelle et la procédure suivie devant elle.

Le délai imparti à la Cour à cet effet est de cinq (5) jours.

Au regard des dispositions sus-rapportées, la requête est recevable et la Cour compétente pour donner son avis ;

Le projet d'ordonnance, soumis à l'avis de la Cour, a pour objet d'autoriser la ratification de l'Accord de financement, composé d'un Crédit N° 6747-NE d'un montant de cent-douze millions quatre cent mille Euros (112 400 000 €) et d'une subvention n° D696-NE d'un montant équivalent à quatre vingt onze millions deux cent mille Droits de Tirage Spéciaux (91 200 000 DTS), signé le 07 août 2020 à Niamey, entre la République du Niger et l'Association Internationale de Développement (AID), pour le deuxième financement à l'appui des politiques de développement inclusif.

L'article 106 de la Constitution dispose en ses alinéas 1 et 2 que : *« Le Gouvernement peut, pour l'exécution de son programme, demander à l'Assemblée nationale l'autorisation de prendre par ordonnance (s), pendant un délai limité, des mesures qui sont normalement du domaine de la loi.*

*Cette autorisation prend la forme d'une loi d'habilitation ».*

Aux termes de l'article 169 de la Constitution, *« les traités de défense et de paix, les traités et accords relatifs aux organisations internationales, ceux qui modifient les lois internes de l'Etat et ceux qui portent engagement financier de l'Etat, ne peuvent être ratifiés qu'à la suite d'une loi autorisant leur ratification » ;*

L'Accord de financement, composé d'un Crédit N° 6747-NE d'un montant de cent-douze millions quatre cent mille Euros (112 400 000 €) et d'une subvention n° D696-NE d'un montant équivalent à quatre vingt onze millions deux cent mille Droits de Tirage Spéciaux (91 200 000 DTS), signé le 07 août 2020 à Niamey, entre la République du Niger et l'Association Internationale de Développement (AID), pour le deuxième financement à l'appui des politiques de développement inclusif, entre dans la catégorie des accords portant engagement financier de l'Etat dont la ratification requiert l'intervention d'une loi conformément à l'article 169 de la Constitution précité.

La loi n°2020-030 du 02 juillet 2020, habilite le Gouvernement, pour la période allant du 02 juillet au 25 septembre 2020, à prendre des ordonnances dans plusieurs domaines dont la ratification des accords de prêts et des protocoles de dons comportant des commissions et intérêts.

Ainsi, le projet d'ordonnance autorisant la ratification de l'Accord de financement, composé d'un Crédit N° 6747-NE d'un montant de cent-douze millions quatre cent mille Euros (112 400 000 €) et d'une subvention n° D696-NE d'un montant équivalent à quatre vingt onze millions deux cent mille Droits de Tirage Spéciaux (91 200 000 DTS), signé le 07 août 2020 à Niamey, entre la République du Niger et l'Association Internationale de Développement (AID), pour le deuxième financement à l'appui des politiques de développement inclusif, est pris dans les matières et délai prévus par la loi n° 2020-030 du 02 juillet 2020 et ne contient aucune disposition contraire à la Constitution.

**EN CONSIDERATION DE CE QUI PRECEDE, EMET L'AVIS SUIVANT :**

Le projet d'ordonnance autorisant la ratification de l'Accord de financement, composé d'un Crédit N° 6747-NE d'un montant de cent-douze millions quatre cent mille Euros (112 400 000 €) et d'une subvention n° D696-NE d'un montant équivalent à quatre-vingt-onze –millions deux cent mille Droits de Tirage Spéciaux (91 200 000 DTS), signé le 07 août 2020 à Niamey, entre la République du Niger et l'Association Internationale de Développement (AID), pour le deuxième financement à l'appui des politiques de développement inclusif, est conforme à la Constitution ;

Le présent avis sera notifié à Monsieur le Premier ministre et publié au Journal officiel de la République du Niger.

Avis émis par la Cour constitutionnelle en sa séance du 14 août 2020 où siégeaient Monsieur Bouba MAHAMANE, Président ; Monsieur IBRAHIM Moustapha, Vice-Président, Messieurs Gandou ZAKARA, Illa AHMET et Mahamane Bassirou AMADOU, Conseillers, en présence de Maître Nouhou SOULEY, Greffier.

Ont signé le Président et le Greffier.

LE PRESIDENT

LE GREFFIER

Monsieur Bouba MAHAMANE

Me Nouhou SOULEY